



1^{er} mai 2015

Cher(e)s camarades,

L'Union Départementale des syndicats de la Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE du Cantal adresse son salut fraternel à l'ensemble des travailleurs de France, d'Europe et du monde en ce 1^{er} mai 2015. Une fois de plus disons-le, non le 1^{er} mai n'est pas la fête du travail mais la journée de mise en avant des revendications et de l'expression de la solidarité internationale des travailleurs.

Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre disait Churchill. Mes camarades nous connaissons notre passé : le 1^{er} mai 1886 qui était alors traditionnellement un jour d'embauches, 300 000 travailleurs de Chicago lancent une grève pour obtenir satisfaction à leurs revendications. Une répression féroce s'ensuivra : pour assurer ses profits, le patronat utilisera la violence.

C'est encore dans la violence et le sang le 1^{er} mai 1891 à Fourmies que les revendications des travailleurs seront réprimées. Voici, rapidement résumées, les racines de ce que symbolise le 1^{er} mai et il s'agit pour nous de perpétuer la tradition de lutte de la classe ouvrière dans sa dimension internationale, à l'exact opposé de « *la fête du travail et de la concorde sociale* » instituée par le maréchal Pétain en 1941.

Ce 1^{er} mai est l'occasion de rappeler notre combat contre l'austérité, une austérité durablement installée au niveau européen et dans notre pays. Bien que certains jouent sur les mots : austérité ou rigueur : les constats sont là : chômage qui ne baisse pas, dégradation du pouvoir d'achat, remise en cause du service public républicain, menaces sur la protection sociale collective et les régimes paritaires.

Ce 1^{er} mai arrive après la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 9 avril dernier qui a été une mobilisation réussie. Certes, ce n'est pas la grève générale à laquelle chacun aspire, mais 150 000 manifestants à Paris, des dizaines de milliers en province, une grève avec parfois des résultats importants dans de nombreuses entreprises comme par exemple aux MDC à Ydes où 70% du personnel était en grève, même si ce n'est pas un déferlement, c'est une réussite.

Le 9 avril a aussi été un facteur de clarification et de renforcement d'un axe de résistance. Ce succès du 9 avril confirme n'en déplaise à certains, que la classe ouvrière est à l'offensive et qu'elle s'appuie sur cet axe.

Parce que nous regardons les choses telles qu'elles sont et non comme nous voudrions qu'elles soient, nous savons que le contexte est compliqué, et le principe de l'action du 9 avril à notre initiative est mis en œuvre à l'appel de plusieurs organisations syndicales, était socialement et démocratiquement nécessaire et révélateur d'un réel mécontentement.

Mécontentement qui est partout le même que ce soit au niveau international, européen ou national.

Au niveau international on décompte en 2014 plus de 200 millions de chômeurs dans le monde, soit un taux de 6 %. La finance n'est toujours pas régulée et les logiques financières et spéculatives sont toujours dominantes, tant pour les Etats que pour les entreprises. Le court terme prime sur le long terme, les placements sur l'investissement, la rentabilité sur la démocratie.

En Europe le chômage des jeunes s'établit à près de 23 % et partout les manifestations anti austérité se sont multipliées cette dernière année pour condamner ici ou là les programmes de réformes et les politiques économiques et sociales régressives.

En France, outre le chômage des jeunes, celui des seniors fait des ravages et augmente mois après mois...

Au niveau national, on nous parle de signes de reprise économique et le gouvernement s'attend à une croissance de 1 %. Nous le savons tous, une croissance de 1 % est insuffisante pour créer de l'emploi et donc résorber le chômage et les signes prometteurs que l'on nous annonce viennent de l'extérieur (baisse du prix du pétrole...) et ne sont absolument pas dus à la politique économique et sociale menée dans le pays.

Bien au contraire, si nous faisons la liste des réformes toutes plus réactionnaires les unes que les autres, effectuées ou annoncées par le gouvernement depuis plus de deux ans : c'est un vrai champ de ruines !

- Echech (annoncé) du pacte de responsabilité mais 50 milliards de réduction des dépenses publiques et sociales
- Projet de loi « Macron » véritable fourre-tout qui banalise le travail du dimanche, réforme les conseils de prud'hommes et flexibilise encore plus les procédures de licenciement économique.
- Projet de loi « Rebsamen » sur le dialogue social qui constitue une atteinte aux organisations syndicales en les contournant pour négocier des accords dans les entreprises, qui réduit le nombre des informations/consultations des IRP, qui prévoit le report de négociations obligatoires et qui affaiblit le rôle des CHSCT.
- La réforme territoriale et la fusion des régions qui vont entrer en concurrence entre elles. Cette réforme va elle-même entraîner la fusion des services de l'Etat et des suppressions de postes accompagnées de mobilité forcée pour les agents.

C'est une hécatombe !

Du côté des services publics soyons clairs ils ne sont plus mis à mal, mais carrément mis à sac ! Depuis des années, ils disparaissent peu à peu et un véritable sentiment d'abandon républicain se propage ici et là, et des départements comme le Cantal sont aux avant-postes de cet abandon. Certes, nos élus de quelques tendances qu'ils soient aiment le service public... surtout quand ils sont en campagne électorale ou à la rigueur dans l'opposition. Mais en dehors de ces contextes précis, le discours est toujours le même : « l'Etat ne peut pas tout ! ».

Pourtant ceux qui depuis des dizaines d'années se plaignent de l'État providence, feraient peut-être mieux de se taire aujourd'hui. Car si la formule a un sens de nos jours, c'est bien pour les entreprises. Il n'est tout de même pas inutile de rappeler que le montant annuel des aides fiscales et sociales aux entreprises s'est élevé à 110 milliards d'euros en 2013. Que le CICE est de l'argent public, versé à des entreprises privées, sans aucun contrôle à posteriori ! Il y a urgence à remettre tout cela à plat et en la matière, il y a du grain à moudre !

Le mécontentement de la classe ouvrière est bien réel et le feu couve, quoi qu'en disent ou surtout n'en disent pas les médias nationaux. Un peu partout dans le pays des conflits importants sont engagés dans nombre d'entreprises notamment sur les salaires et les conditions de travail, il faut le savoir et surtout il faut le dire.

Ce 1^{er} mai est aussi l'occasion de réaffirmer notre attachement viscéral aux valeurs républicaines et plus particulièrement à la laïcité. La laïcité c'est la plus absolue liberté de conscience. Comme la liberté, la laïcité ne se décline pas elle se suffit à elle-même et on ne lui colle pas d'adjectifs : elle est ou elle n'est pas !

C'est en opérant une rupture avec la logique économique et libérale en vigueur depuis des années que seront affaiblis les mouvements de rejet de l'autre et la paupérisation galopante. Il suffit de se remémorer l'histoire et de constater aujourd'hui qu'en France, comme ailleurs, la démocratie est menacée quand la crise économique et sociale s'aggrave et que les gouvernements se laissent anesthésiés et passent sous la coupe des marchés financiers. Les peuples élisent des gouvernements, non des financiers qui, eux, sont choisis par les actionnaires.

Mes camarades nous ne sommes pas en mai 1968 et il ne s'agit pas aujourd'hui de prendre nos idées pour des réalités. Nous savons comme le disait Marx que *«l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*, c'est certes moins romantique, mais bien plus conforme à la réalité. Il faut d'autant plus garder la tête froide que le combat est et sera difficile.

En tant qu'organisation syndicale libre, indépendante et fidèle à la Charte d'Amiens, Force Ouvrière a toujours pris ses responsabilités.

- Voilà pourquoi nous ne dévierons pas de nos positions et continuerons à combattre l'austérité qui est socialement, économiquement et démocratiquement destructrice.
- Voilà pourquoi nous ne dévierons pas non plus de notre rôle de syndicat : déterminés, responsables, indépendants et libres dans la négociation comme dans l'action, tel est FORCE OUVRIERE.
- Voilà pourquoi nous ne nous noierons pas dans la défense de l'intérêt dit général qui est de la responsabilité des élus de la nation. Nous syndicalistes libres et indépendants nous sommes au contraire les représentants des intérêts très particuliers des salariés et nous sommes mandatés par eux, nous ne sommes pas des cogestionnaires.

Savoir résister pour conquérir, exiger des augmentations de salaires, revendiquer du progrès social, faire vivre la solidarité, tel est notre rôle.

FORCE OUVRIERE a toujours su prendre ses responsabilités. Nous saurons encore les prendre si nécessaire : oui à l'action commune sur des bases claires, non au fourre-tout anesthésiant.

La liberté syndicale ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.

Vive le syndicalisme libre et indépendant ! Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Vive le 1^{er} mai des revendications ! Vive l'UD des syndicats cgt-FORCE OUVRIERE du Cantal !